

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 23 mai 1979, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne", a donné le 18 juin 1979 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 23e mei 1979 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart", heeft de 18e juni 1979 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 3 :

"Vu l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne, modifié par les arrêtés royaux du 18 mai 1962, du 30 avril 1964, du 12 mars 1965, du 20 août 1968, du 31 août 1970, du 15 avril 1971, du 14 mai 1973, du 12 juin 1974, du 3 mai 1976 et du 15 février 1978;".

EXAMEN DU TEXTE.

Articles 1er à 4 du projet.

Ces dispositions portent des modifications à un seul article (3) de l'arrêté royal du 15 mars 1954. Il serait plus clair et plus simple de rédiger le nouvel article 3 en son entier ainsi qu'il sera proposé ci-après.

+

Il ressort des informations données au Conseil d'Etat par le fonctionnaire délégué, que les aéronefs de la gendarmerie bénéficient de l'exclusion que le texte entend prévoir sous la dénomination "aéronefs militaires". Pour prévenir toute équivoque, il se recommanderait d'utiliser l'expression "aéronefs des forces armées".

Par ailleurs, la rédaction de l'arrêté royal du 15 mars 1954, dont plusieurs dispositions ont été modifiées par des arrêtés royaux pris "vu l'urgence", pourrait être améliorée à l'occasion du présent projet.

+

+ +

Le texte suivant est proposé :

"Article ler.-

L'article 3 de l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne, modifié par l'arrêté royal du 12 mars 1965, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 3. § ler. Sont immatriculés les aéronefs d'Etat, à l'exclusion des aéronefs des forces armées, de douane ou de police.

§ 2. Sont immatriculés lorsque la demande en est faite :

1° les aéronefs privés qui appartiennent totalement, en pleine propriété ou en nue propriété, à des Belges domiciliés en Belgique;

2° les aéronefs privés qui appartiennent totalement, en pleine propriété ou en nue propriété, à des personnes morales de droit belge, dont les associés solidaires, les commandités, les administrateurs, les gérants ou les mandataires sont Belges.

.../...

§ 3. Peuvent être immatriculés, avec l'autorisation du Ministre chargé de l'administration de l'aéronautique ou de son délégué :

1° les aéronefs privés qui appartiennent partiellement, en pleine propriété ou en nue propriété :

a) à des Belges domiciliés en Belgique;

b) à des personnes morales de droit belge, répondant aux conditions fixées par le § 2, 2°;

2° les aéronefs privés qui appartiennent totalement ou partiellement, en pleine propriété ou en nue propriété :

a) à des Belges domiciliés à l'étranger, mais ayant dans le Royaume un domicile élu aux fins de l'immatriculation;

b) à des personnes morales de droit belge, ne répondant pas aux conditions fixées par le § 2, 2°;

c) à des étrangers autorisés à établir leur domicile en Belgique ou autorisés à y résider, et qui y résident sans interruption depuis un an au moins;

d) à des personnes morales de droit étranger ayant dans le Royaume un siège d'exploitation, une agence ou un bureau depuis un an au moins;

3° les aéronefs ... (comme à l'article 4 du projet, sous réserve de l'observation ci-après);

.../...

4° les aéronefs ... (comme à l'article 4 du projet, sous réserve de l'observation ci-après).

Article 4 du projet.

I. L'expression "contrat de location-vente" n'a pas de signification juridique précise ni, en tous cas, de définition légale.

Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier si le contrat qu'il entend viser au 3° de l'article 3, § 3, nouveau, ne doit pas être plus précisément défini.

II. Pour tenir compte du fait que les aéronefs font, comme d'autres biens, l'objet de contrats de types nouveaux, l'article 4 tend à insérer dans l'arrêté royal du 15 mars 1954, une disposition qui en formera l'article 3, § 3, 3°, et qui est rédigée comme suit :

"3°. Les aéronefs privés qui ont fait l'objet d'un contrat de location-vente ou de location-financement ou "leasing" à l'une des personnes physiques ou morales visées au présent article".

La formule "location-financement ou "leasing" " a sans doute déjà été employée, notamment aux articles ler et 2 de l'arrêté royal n° 55 du 10 novembre 1967 organisant le statut juridique des entreprises pratiquant la location-financement, arrêté pris d'urgence (Publié avec le rapport au Roi : M.B. 14 novembre; Pasinomie p. 1280).

.../...

La formule est cependant critiquable. Dans un texte de loi ou de règlement, il est insolite d'utiliser un mot ou une expression et de recourir ensuite à l'indication d'un synonyme. Au surplus, "leasing" est un mot anglais qui n'a pas été adopté par la langue française. Pour se conformer au décret du 12 juillet 1978 sur la défense de la langue française, il y a lieu, dans le texte français de l'arrêté en projet (1), d'éviter l'emploi de ce mot.

Le 30 mai 1978, le Gouvernement a déposé un projet de loi relatif aux contrats de louage (Doc. parl. Ch. sess. 1977-1978, n° 415/1). L'article 8 de ce projet tend à insérer dans le Code civil des dispositions nouvelles qui donnent la dénomination de "crédit-bail" au contrat dont il s'agit, qui définissent ce contrat et déterminent les règles qui lui sont applicables (pages 20-21, 41-42 et 57-58). Ce projet de loi a été relevé de la caducité par la loi du 21 mai 1979.

Dans l'état des textes légaux et réglementaires actuellement en vigueur, la solution la plus satisfaisante consiste à employer l'expression "location-financement". Cette expression a acquis un sens suffisamment clair.Elle est utilisée seule dans l'arrêté royal du 24 décembre 1976 portant les conditions d'agréation des entreprises de location-financement dans le cadre des lois d'expansion économique des 17 juillet 1959 et 30 décembre 1970.

.../...

---

(1) Dans la langue néerlandaise, le terme semble déjà d'un emploi correct; en outre, selon le projet de loi relatif aux contrats de louage, il deviendrait le seul qui devrait être employé (Doc. parl. Ch. sess. 1977-1978, n° 415/1, page 62).

Si les dispositions relatives au crédit-bail contenues dans le projet de loi n° 415 précité sont adoptées par le législateur, il se recommandera que le Gouvernement mette la terminologie de l'arrêté en projet en concordance avec celle des dites dispositions.

Articles 5 et 6 du projet.

Ces dispositions devraient être groupées en un article 2, rédigé comme suit :

"Article 2.-

A l'article 7 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, le 4° est remplacé par la disposition suivante :

"4° si ... (comme à l'article 5 du projet)";

2° au § 3, le 2° est remplacé par la disposition suivante :

"2° des ... (comme à l'article 6 du projet)".

+

Le Conseil d'Etat croit devoir signaler à l'attention du Gouvernement que les textes en projet ne prévoient pas le cas où l'aéronef ferait l'objet d'un droit d'usage.

.../...

Article 8 du projet (devenant l'article 4).

Le début de cette disposition devrait être rédigé comme suit :

"L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 9 (comme à l'article 8 du projet)".

Articles 9 et 10 du projet (devenant l'article 5).

Ces dispositions seraient mieux rédigées comme suit :

"Article 5.-

A l'article 11 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1er, le 1° est remplacé par la disposition suivante :

"1° au cas où les droits du titulaire du certificat prennent fin";

2° le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Lorsque le certificat cesse d'être valable, son titulaire est tenu de le renvoyer immédiatement au Ministre chargé de l'Administration de l'aéronautique".

Article 14 du projet (devenant l'article 9).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 9.-

L'article 43, § 4, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 31 août 1970, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 4. Le Ministre fixe les conditions auxquelles les commandants d'hélicoptères doivent se conformer pour pouvoir atterrir en dehors des aérodromes, sous réserve de l'obligation qui leur est imposée par l'article 71 de l'arrêté royal du 14 mai 1973 fixant les règles de l'air".

Article 15 du projet (devenant l'article 10).

Le début de cet article devrait être rédigé comme suit :

"L'article 44 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 31 août 1970, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 44 ... (comme à l'article 15 du projet)".

Article 16 du projet (devenant l'article 11).

La rédaction suivante est proposée pour le liminaire de cet article :

"Le chapitre VIII, section première, du même arrêté, comprenant l'article 95 et les articles 96 et 97, modifiés par l'arrêté royal du 12 mars 1965, est remplacé par les dispositions suivantes :".

.../...

Le paragraphe 1er de l'article 46 nouveau serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. L'exploitation de services aériens réguliers est soumise à l'autorisation préalable du Ministre chargé de l'administration de l'aéronautique ou de son délégué".

La demande d'autorisation mentionne :

1° le nom et le domicile ou la dénomination et le siège social de l'exploitant;

2° les caractéristiques des services envisagés, notamment les horaires, les types d'avions exploités et leurs capacités, les tarifs prévus et leurs conditions d'application, ainsi que les conditions relatives aux agences et aux autres services auxiliaires.

La demande ... (la suite comme au projet)".

Suivant l'alinéa 1er du paragraphe 2,

"le Ministre fixe les délais d'introduction des demandes visées au § 1er, ainsi que les demandes portant sur la modification des caractéristiques des services agréés".

S'appliquant à des demandes d'autorisation qui, normalement, doivent pouvoir être introduites en tous temps, l'expression "les délais d'introduction" paraît équivoque.

.../...

Au 1° de l'alinéa 2 de l'article 47, § 1er, il convient d'écrire :

"1° le nom et le domicile ou la dénomination et le siège social de l'exploitant;".

La même remarque vaut pour les articles 49 et 50.

A l'article 49, § 1er, alinéa 1er, il y a lieu d'écrire :

"de plus de 10 sièges passagers et dont la destination ...".

Articles 17 à 21 du projet (devenant les articles 12, 13, 14, 15 et 16).

Ces articles seraient mieux rédigés comme suit :

"Article 12.-

L'intitulé de la section 2 du chapitre VIII du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant : "Chapitre VIII. Des mesures techniques d'exploitation".

Article 13.-

Les articles 98 et 99, l'article 100, modifié par l'arrêté royal du 12 juin 1974, les articles 101 et 102 du même arrêté en deviennent les articles 52 à 56.

Article 14.-

A l'article 103 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

.../...

1° cette disposition devient l'article 57;

2° au § 2, alinéa 1er, les mots "aéronefs monoplaces" sont remplacés par le mot "aéronefs".

Article 15.-

Les articles 104 à 107 du même arrêté en deviennent les articles 58 à 61.

Article 16.-

(comme à l'article 21 du projet)".

+

OBSERVATION FINALE.

Dans tous les liminaires où est employée l'expression "du même arrêté royal", il y a lieu d'écrire "du même arrêté".

AANHEF.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het derde lid :

"Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 mei 1962, 30 april 1964, 12 maart 1965, 20 augustus 1968, 31 augustus 1970, 15 april 1971, 14 mei 1973, 12 juni 1974, 3 mei 1976 en 15 februari 1978;".

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Artikelen 1 tot 4 van het ontwerp.

Deze bepalingen brengen wijzigingen aan in één enkel artikel (artikel 3) van het koninklijk besluit van 15 maart 1954. Het zou duidelijker en eenvoudiger zijn het nieuwe artikel 3 in zijn geheel te redigeren zoals hierna wordt voorgesteld.

+

Naar de gemachtigde ambtenaar aan de Raad van State heeft verklaard, geldt de uitsluiting waarin de tekst voorziet met de benaming "militaire luchtvaartuigen" ook voor de luchtvaartuigen van de rijkswacht. Om ieder misverstand te voorkomen werke men met de term "luchtvaartuigen van de krijgsmacht".

+

Voorts biedt het onderhavige ontwerp gelegenheid tot het verbeteren van de redactie van het koninklijk besluit van 15 maart 1954 waarvan sommige bepalingen zijn gewijzigd door koninklijke besluiten die zich op de "dringende noodzakelijkheid" beroepen.

\+

\+ \+

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 1.-

Artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 maart 1965, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 3. § 1. Ingeschreven worden de Staatsluchtvaartuigen, met uitsluiting van de luchtvaartuigen van de krijgsmacht, de douane of de politie.

§ 2. Op aanvraag worden ingeschreven :

1° de private luchtvaartuigen die geheel, in volle of in blote eigendom, toebehoren aan Belgen die hun woonplaats in België hebben;

2° de private luchtvaartuigen die geheel, in volle of in blote eigendom, toebehoren aan rechtspersonen naar Belgisch recht, waarvan de hoofdelijke vennoten, de beherende vennoten, de beheerders, de zaakvoerders of de lasthebbers Belgen zijn.

.../...

§ 3. Met toestemming van de Minister die met het bestuur der luchtvaart is belast of van zijn gemachtigde kunnen worden ingeschreven :

1° de private luchtvaartuigen die gedeeltelijk, in volle of in blote eigendom, toebehoren :

a) aan Belgen die hun woonplaats in België hebben;

b) aan rechtspersonen naar Belgisch recht, die voldoen aan de eisen van § 2, 2°;

2° de private luchtvaartuigen die geheel of gedeeltelijk, in volle of in blote eigendom, toebehoren :

a) aan Belgen die hun woonplaats in het buitenland hebben, maar met het oog op de inschrijving een gekozen woonplaats in het Rijk hebben;

b) aan rechtspersonen naar Belgisch recht, die niet voldoen aan de eisen van § 2, 2°;

c) aan vreemdelingen die gemachtigd zijn hun woonplaats in België te vestigen of er verblijf te houden, en die er sedert ten minste een jaar ononderbroken verblijf houden;

d) aan rechtspersonen naar buitenlands recht die in het Rijk sedert ten minste een jaar een bedrijfszetel, een agentschap of een kantoor hebben;

3° de private luchtvaartuigen ... (zoals in artikel 4 van het ontwerp, onder voorbehoud van de hierna gemaakte opmerking);

4° de private luchtvaartuigen ... (zoals in artikel 4 van het ontwerp, onder voorbehoud van de hierna gemaakte opmerking)".

.../...

Artikel 4 van het ontwerp.

I. De term "contract van huurkoop" heeft geen preciese juridische betekenis en is, in ieder geval, niet bij de wet omschreven.

Het is zaak van de Regering te oordelen of het onder 3° van artikel 3, nieuwe § 3, bedoelde contract geen nadere omschrijving behoeft.

II. In acht genomen dat voor luchtvaartuigen, zoals voor andere goederen, nieuwe types van contracten worden gesloten, wordt in het koninklijk besluit van 15 maart 1954 via het ontwerpartikel 4 een bepaling ingevoegd die er artikel 3, § 3, 3°, zal vormen in de volgende redactie :

"3° de private luchtvaartuigen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een contract van huurkoop of van financieringshuur of "leasing" aan één van de natuurlijke of rechtspersonen bedoeld in dit artikel".

De formule "financieringshuur" of "leasing" is reeds eerder gebruikt, onder meer in de artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit nr. 55 van 10 november 1967 tot regeling van het juridisch statuut der ondernemingen gespecialiseerd in financieringshuur, een besluit dat vastgesteld is "gelet op de dringende noodzakelijkheid" (met het verslag aan de Koning bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 14 november 1967).

.../...

De formule is echter voor kritiek vatbaar. Het is ongewoon in een wets- of verordeningstekst een woord of een wending te gebruiken en er een synoniem aan toe te voegen. "Leasing" is overigens een Engels woord dat door het Franse taalgebruik niet aanvaard is. Ter voldoening aan het decreet van 12 juli 1978 over de verdediging van de Franse taal, vermijde men dat woord in de Franse tekst van het ontwerp-besluit (1).

Op 30 mei 1978 heeft de Regering een wetsontwerp betreffende de huurovereenkomsten ingediend (Gedr. St., Kamer, zitting 1977-1978, nr. 415/1). Artikel 8 van dat ontwerp wil in het Burgerlijk Wetboek nieuwe bepalingen invoegen die de bewuste overeenkomst in het Nederlands "leasing", in het Frans "crédit-bail" noemen, die overeenkomst omschrijven en de erop toepasselijke regels bepalen (blz. 20-21, 41-42 en 57-58). Dat wetsontwerp is van verval ontheven door de wet van 21 mei 1979.

In de huidige stand van de geldende wets- en verordeningsteksten, bestaat de meest bevredigende oplossing erin te werken met de term "location-financement - financieringshuur". Deze term heeft een voldoende duidelijke betekenis gekregen. Hij is ook de enige die gebruikt is in het koninklijk besluit van 24 december 1976 tot bepaling van de voorwaarden waaraan de financieringshuurondernemingen moeten voldoen om voor de financiering binnen het kader van de wetten betreffende de economische expansie van 17 juli 1959 en 30 december 1970 te worden erkend.

.../...

---

(1) In het Nederlands blijkt de term "leasing" reeds tot het correcte woordgebruik te behoren; volgens het wetsontwerp betreffende de huurovereenkomsten, zou hij bovendien de enige term zijn die nog mag worden gebruikt (Gedr. St., Kamer, zitting 1977-1978, nr. 415/1, blz. 62).

Indien de in het hiervoren aangehaalde wetsontwerp nr. 415 opgenomen bepalingen betreffende de "leasing" door de wetgever worden aangenomen, zal het geraden zijn dat de Regering de terminologie van het ontworpen besluit daarmee in overeenstemming brengt.

Artikelen 5 en 6 van het ontwerp.

Deze bepalingen zouden moeten worden samengebracht in een artikel 2, luidend als volgt :

"Artikel 2.-

In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 wordt 4° door de volgende bepaling vervangen :

"4° zo ... (zoals in artikel 5 van het ontwerp)";

2° in § 3 wordt 2° door de volgende bepaling vervangen :

"2° de ... (zoals in artikel 6 van het ontwerp)".

+

De Raad van State moge de aandacht van de Regering vestigen op het feit dat de ontwerp-teksten niet voorzien in het geval dat op het luchtvaartuig een gebruiksrecht gevestigd is.

.../...

Artikel 8 van het ontwerp (dat artikel 4 wordt).

Het begin van deze bepaling zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 9 (zoals in artikel 8 van het ontwerp)".

Artikelen 9 en 10 van het ontwerp (die artikel 5 worden).

Deze bepalingen kunnen beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 5.-

In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, wordt 1° door de volgende bepaling vervangen :

"1° ingeval de rechten van de houder van het bewijs een einde nemen";

2° paragraaf 2 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 2. Wanneer het bewijs niet meer geldig is, is de houder ervan gehouden het onmiddellijk terug te zenden aan de Minister die met het bestuur der luchtvaart is belast".

.../...

Artikel 14 van het ontwerp (dat artikel 9 wordt).

Voorgesteld wordt :

"Artikel 9.-

Artikel 43, § 4, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 augustus 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 4. De Minister stelt de eisen vast waaraan de gezagvoerders van herschroefvliegtuigen moeten voldoen om buiten de luchtvaartterreinen te mogen landen, onder voorbehoud van de verplichting die hun is opgelegd bij artikel 71 van het koninklijk besluit van 14 mei 1973 tot vaststelling van de vliegverkeersregelen".

Artikel 15 van het ontwerp (dat artikel 10 wordt).

Het begin van dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 44 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 augustus 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 44 ... (zoals in artikel 15 van het ontwerp)".

Artikel 16 van het ontwerp (dat artikel 11 wordt).

Voor de inleidende volzin van dit artikel wordt de volgende redactie voorgesteld :

.../...

"Hoofdstuk VIII, afdeling 1, van hetzelfde besluit, bevattende artikel 95 en de artikelen 96 en 97, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 maart 1965, wordt door de volgende bepalingen vervangen :".

Paragraaf 1 van het nieuwe artikel 46 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. De exploitatie van geregelde luchtvaartdiensten is onderworpen aan de voorafgaande machtiging van de Minister die met het bestuur der luchtvaart belast is of van zijn gemachtigde.

De aanvraag tot machtiging vermeldt :

1° de naam en de woonplaats of de benaming en de maatschappelijke zetel van de exploitant;

2° de karakteristieken van de geplande diensten, inzonderheid de dienstregelingen, de type(s) van geëxploiteerde vliegtuigen en hun laadvermogen, de voorziene tarieven en hun toepassingsvoorwaarden alsook de voorwaarden betreffende de agentschappen en de andere hulpdiensten.

De aanvraag is vergezeld van het bewijs dat de exploitant het nodige gedaan heeft om te kunnen voldoen aan de burgerrechtelijke aansprakelijkheid die kan voortspruiten uit de exploitatie van die luchtvaartdiensten".

.../...

Het eerste lid van paragraaf 2 luidt :

"De Minister bepaalt de termijnen voor het indienen van de aanvragen bedoeld in § 1, alsook van de aanvragen betreffende de wijziging van de karakteristieken van de gemachtigde diensten".

Aangezien het hier gaat om machtigingsaanvragen die normaal te allen tijde moeten kunnen worden ingediend, lijken de woorden "de termijnen voor het indienen" eerder verwarrend te werken.

Het tweede en het derde lid van artikel 47, § 1, dienen als volgt te worden geredigeerd :

De aanvraag tot het verkrijgen van een exploitatievergunning vermeldt :

1° de naam en de woonplaats of de benaming en de maatschappelijke zetel van de exploitant;

2° de karakteristieken van de geplande diensten, inzonderheid de type(s) van geëxploiteerde vliegtuigen en hun laadvermogen.

De aanvraag is vergezeld van het bewijs dat de exploitant het nodige gedaan heeft om te kunnen voldoen aan de burgerrechtelijke aansprakelijkheid die kan voortspruiten uit de exploitatie van die luchtvaartdiensten.

In artikel 49, § 1, eerste lid dient te worden gelezen :

.../...

"... aan meer dan tien passagiers, en waarvan de bestemming ...".

Het tweede en het derde lid dienen te worden geredigeerd zoals is voorgesteld voor het tweede en het derde lid van artikel 47, § 1.

In artikel 50, § 1, dient te worden gelezen :

"De aanvraag tot machtiging vermeldt :

1° de naam en de woonplaats of de benaming en de maatschappelijke zetel van de exploitant;

2° de karakteristieken van de geplande diensten, inzonderheid de type(s) van geëxploiteerde vliegtuigen en hun laadvermogen.

De aanvraag is vergezeld van het bewijs dat de exploitant het nodige gedaan heeft om te kunnen voldoen aan de burgerrechtelijke aansprakelijkheid die kan voortspruiten uit die luchtarbeid en uit de luchtdopen".

<u>Artikel 17 tot 21 van het ontwerp</u> (die de artikelen 12, 13, 14, 15 en 16 worden).

Deze artikelen zouden beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Artikel 12.-

Het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk VIII van hetzelfde besluit wordt door het volgende opschrift vervangen : "Hoofdstuk VIII. Technische exploitatiemaatregelen".

Artikel 13.-

De artikelen 98 en 99, artikel 100, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 juni 1974, de artikelen 101 en 102 van hetzelfde besluit worden de artikelen 52 tot 56.

Artikel 14.

In artikel 103 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° deze bepaling wordt artikel 57;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden "voor de lichte éénpersoonsluchtvaartuigen van typen die hij bepaalt en van luchtvaartuigen van militaire typen" vervangen door de woorden "voor de lichte luchtvaartuigen van typen die hij bepaalt en voor luchtvaartuigen van militaire typen".

Artikel 15.

De artikelen 104 tot 107 van hetzelfde besluit worden de artikelen 58 tot 61.

.../...

Artikel 16.

(zoals in artikel 21 van het ontwerp)".

+

SLOTOPMERKING.

In alle inleidende volzinnen waarin de woorden "van hetzelfde koninklijk besluit" voorkomen, leze men "van hetzelfde besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par Melle M.- Th. BOURQUIN, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de Mej. M.- Th. BOURQUIN, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.